



AUREA



Groupe européen dédié à l'économie circulaire



Société anonyme au capital de 11 264 260,80 €
Siège social : 3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris
RCS Paris B 562 122 226

Rapport Financier Semestriel au 30 juin 2026

Parmi les premiers acteurs industriels en Europe spécialistes de la régénération des déchets, AUREA s'inscrit au cœur de l'économie circulaire. Depuis près de 20 ans, le Groupe régénère des déchets de tous types afin qu'ils soient réutilisés comme des matières premières renouvelées. Un des leaders de la fabrication d'alliages d'aluminium en France et au Royaume-Uni, top 3 mondial du traitement du cuivre par atomisation, N°1 européen pour la fabrication de roues à bandages à partir de pneus usagés, leader européen de la régénération des huiles noires moteur, N°1 du traitement des déchets mercuriels en France, AUREA se distingue par ses positions de premier plan en France et en Europe.

Euronext Paris Compartiment C - Code ISIN FR0000039232 - Mnémonique AURE

www.aurea-france.com



Rapport Financier Semestriel au 30/06/2026

Sommaire

1. Responsables du Rapport Financier Semestriel et du contrôle des comptes	Page 3
1.1. Responsable du Rapport Financier Semestriel et attestation	Page 3
1.2. Responsables du contrôle des comptes	Page 3
1.3. Responsable de l'information financière	Page 3
2. Rapport de gestion sur les états financiers semestriels au 30 juin 2026	Page 4
2.1. Présentation du Groupe AUREA	Page 4
2.2. Organigramme juridique au 30/06/2026	Page 5
2.3. Marche des affaires au cours du 1 ^{er} semestre 2026	Page 5
2.4. Eléments significatifs du 1 ^{er} semestre 2026	Page 7
2.5. Perspectives du 2 ^{ème} semestre 2026	Page 7
2.6. Description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté	Page 7
2.7. Informations concernant le capital de la société et les sociétés contrôlées	Page 8
Comptes consolidés au 30 juin 2026	Page 11
Bilan simplifié actif	Page 12
Bilan simplifié passif	Page 13
Compte de résultat	Page 14
Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Page 15
Tableau des flux de trésorerie	Page 16
Variation des capitaux propres	Page 17
Annexe aux comptes consolidés	Page 18
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle au 30 juin 2026	Page 36

Chapitre 1

Responsables du Rapport Financier Semestriel et du contrôle des comptes

1.1. Responsable du Rapport Financier Semestriel et attestation

"J'atteste, à ma connaissance que les comptes consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2026 sont établis conformément au corps de normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'émetteur ainsi que l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice".

Joël PICARD
Président Directeur Général
Paris, le 23 septembre 2026

1.2. Responsables du contrôle des comptes

1.2.1. Commissaires aux comptes titulaires

- **Le Cabinet Gilles HUBERT** – 6, passage Abel Leblanc – 75012 Paris, représenté par Madame Amandine JUIGNET, renouvelé le 29 juin 2021 pour une durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2026.
- **Le Cabinet Comptabilité Finance Gestion Audit** – 10, rue Ernest Psichari – 75007 Paris, représenté par Monsieur Sébastien INDUNI, renouvelé le 29 juin 2021 pour une durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2026.

1.2.2. Commissaires aux comptes suppléants

L'assemblée générale du 29 juin 2021 a décidé de ne pas renouveler les mandats des commissaires aux comptes suppléants, arrivés à échéance et de ne pas procéder à leur remplacement.

1.3. Responsable de l'information financière

Joël PICARD

Président Directeur Général
AUREA
3, Avenue Bertie Albrecht
75008 Paris

Téléphone : 01 53 83 85 45
Mail : contact@aurea-france.com
www.aurea-france.com

Chapitre 2

Rapport de gestion sur les états financiers semestriels au 30 juin 2026

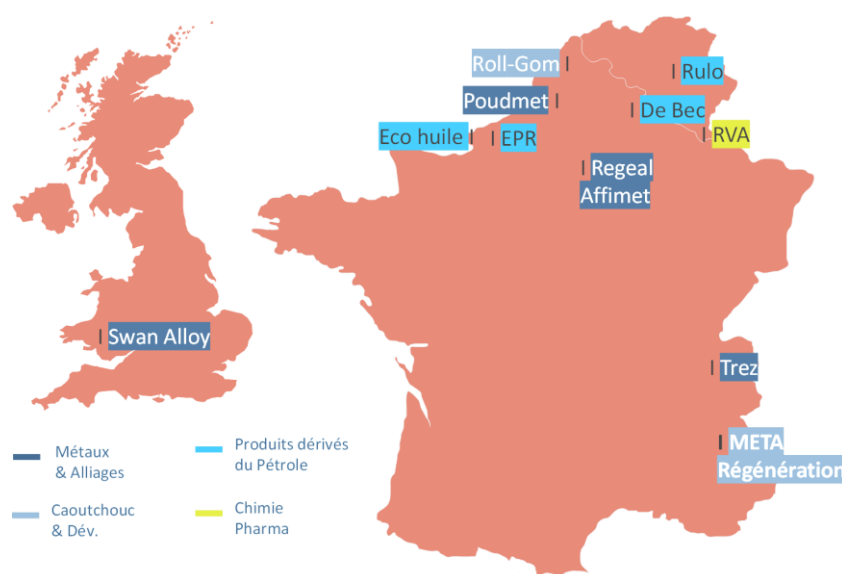
2.1. Présentation du Groupe AUREA

Parmi les premiers acteurs industriels en Europe spécialistes de la régénération des déchets, AUREA s'inscrit au cœur de l'économie circulaire. Depuis près de 20 ans, le Groupe régénère des déchets de tout type afin qu'ils soient réutilisés comme des matières premières renouvelées :

- Un groupe fort de 9 sites industriels principaux et de 4 sites industriels secondaires, en France, en Belgique et au Pays de Galles, tous bénéficiant d'investissements réguliers.
- Une organisation basée sur 4 pôles d'activité : Métaux & Alliages, Produits dérivés du Pétrole, Caoutchouc & Développements, Chimie Pharma.
- 446 collaborateurs au 30/06/2026 (dont intérim).

AUREA se distingue par ses positions de premier plan en France et en Europe dans la régénération de matières :

- Dans le top 3 mondial du traitement du cuivre par atomisation,
- Leader européen de la régénération des huiles noires moteur,
- Leader européen de la fabrication de roues à bandages à partir de pneus usagés,
- Un des leaders de la fabrication d'alliages d'aluminium en France et au Royaume-Uni,
- Numéro 1 français du traitement des déchets mercuriels,
- Numéro 1 français du traitement des déchets d'aluminium,
- Collecteur d'huiles usagées.



2.2. Organigramme juridique au 30/06/2026



2.3. Marche des affaires au cours du 1^{er} semestre 2026

2.3.1. Activité

CA consolidé en M€	30/06/2026 6 MOIS	30/06/2025 6 MOIS (*)	30/06/2024 6 MOIS
1er trimestre	46,5	53,7	64,0
2ème trimestre	61,7	52,4	65,9
Total CA consolidé au 30 juin	108,2	106,1	129,9

(*) Retraitement de M Lego en IFRS

Après un 1^{er} trimestre marqué par un environnement défavorable, AUREA enregistre une nette amélioration de son activité au 2^{ème} trimestre 2026, réalisant un chiffre d'affaires de 61,8 M€ en forte croissance de par rapport à la même période en 2025. Cette évolution bénéficie notamment de la hausse significative des cours des hydrocarbures et des métaux, survenue à la suite des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Cette performance permet également à AUREA de renouer avec la croissance sur l'ensemble du 1^{er} semestre 2026, avec un chiffre d'affaires retraité de M Lego de 108,2 M€ en progression de +2% par rapport au 1^{er} semestre 2025.

Pôle Métaux et Alliages (à périmètre constant : T2 2026, +28% / S1 2026, +11%)

Le 2^{ème} trimestre a été particulièrement favorable pour le pôle, soutenu par le retournement du marché de l'aluminium. Le blocage du détroit d'Ormuz a entraîné des perturbations significatives de l'offre en provenance des producteurs du Moyen-Orient. Par ailleurs, les accords conclus entre les États-Unis et le Canada, fixant des droits de douane à des niveaux raisonnables, ont contribué à réduire les flux d'exportation de déchets d'aluminium européen vers l'Amérique du Nord. Ces deux facteurs ont permis une amélioration sensible des conditions de marché, dont AUREA a su pleinement tirer parti. Le chiffre d'affaires du pôle progresse ainsi de +28% au 2^{ème} trimestre, avec une reconstitution progressive des marges et un mois de juin marqué par une montée en puissance opérationnelle (trois jours actifs sur le site de REGEAL).

Les activités dans les poudres de cuivre font preuve de résilience, en dépit d'une visibilité limitée sur les carnets de commandes.

Pôle Produits dérivés du Pétrole (T2 2026, 25% / S1 2026, -1%)

La hausse significative des cours du pétrole, observée dans le contexte des tensions géopolitiques internationales, a commencé à se refléter dans l'activité à partir du mois d'avril. Le 2^{ème} trimestre a ainsi permis de compenser le retard enregistré au 1^{er} trimestre, ramenant l'activité semestrielle du pôle à un niveau globalement stable par rapport au 1^{er} semestre 2025. Le niveau de collecte demeure satisfaisant sur l'ensemble du 1^{er} semestre 2026.

EPR poursuit sa dynamique de croissance, portée par les activités de traitement des déchets pétroliers et des eaux polluées.

La distribution de combustibles a toutefois été pénalisée par la hausse significative des cours, combinée à des conditions météorologiques défavorables.

Enfin, les activités dans le PVC bénéficient du léger redémarrage observé dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics.

Pôle Caoutchouc et Développements (T2 2026, -23% / S1 2026, -16%)

ROLL GOM, principale contribution du pôle, enregistre un recul significatif de son activité au 1^{er} semestre 2026. Un plan d'action a été engagé afin de restaurer la dynamique commerciale et opérationnelle, comprenant notamment un renforcement du management ainsi que le déploiement d'une nouvelle chaîne robotisée.

L'activité de META REGENERATION a été ralentie par un incident technique survenu au 1^{er} trimestre. Les équipes sont pleinement mobilisées pour assurer une normalisation progressive de l'activité de Mercure.

Pôle Chimie Pharmaceutique (T2 2026, -22% / S1 2026, -27%)

Le chiffre d'affaires du pôle au 1^{er} semestre reste principalement porté par RVA, qui bénéficie de marchés porteurs et de synergies développées au sein du Groupe, notamment, dans les activités de l'aluminium.

Après un 1^{er} trimestre encourageant, SARGON a connu un ralentissement au 2^{ème} trimestre, lié au report à septembre de plusieurs opportunités commerciales. Les actions engagées depuis 2025 commencent néanmoins à produire leurs effets, dans un contexte toujours marqué par des incertitudes internationales.

La filiale FLAUREA CHEMICALS, seule société européenne disposant d'une capacité industrielle de recyclage du cadmium, a cessé son activité le 10 février 2026 à la suite d'une fermeture administrative préventive liée à de nouvelles normes à horizon 2027. La procédure est toujours en cours. Elle est la conséquence de la décroissance de ce pôle. Retraité de FLAUREA, nous avons un T2 2026 à +12% et un S1 2026 stable sur 1 an à +1%.

2.3.2. Résultats

En K€	30/06/2026 IFRS 6 MOIS	30/06/2025 IFRS 6 MOIS	30/06/2024 IFRS 6 MOIS
Chiffre d'affaires consolidé	108 192	106 120	129 910
Résultat opérationnel courant	4 812	-668	2 881
Résultat opérationnel non courant	-2 349	0	-53
Résultat opérationnel	2 463	-668	2 828
Résultat net part du Groupe	1 318	-467	2 287

Au 1^{er} semestre 2026, le résultat opérationnel courant s'est établi à 4,8 M€, en forte hausse par rapport au 1^{er} semestre 2025., principalement impacté par le pôle aluminium avec le redressement de REGEAL et la hausse importante des cours du pétrole au 2^{ème} trimestre.

Le résultat opérationnel non courant se compose principalement par la liquidation en cours de la filiale FLAUREA, unique société capable de recycler le cadmium en Europe.

Après prise en compte d'un coût de l'endettement financier net de -0,7 M€ et d'une charge d'impôt sur les sociétés de -0,5 M€, le résultat net part du Groupe ressort bénéficiaire à hauteur de 1,3 M€.

Au 30 juin 2026, AUREA affiche une situation financière solide caractérisée par :

- Des capitaux propres de 67,9 M€ ;
- Une dette financière totale de 39,4 M€, dont 14,4 M€ à moins d'un an, à comparer avec des montants respectifs de 43,2 M€ et 13,5 M€ au 30 juin 2024;
- Une trésorerie de 35,4 M€ (dont factor), en forte hausse par rapport au 30 juin 2025.

Au 30 juin 2026, le niveau de trésorerie du Groupe AUREA lui assure le confort nécessaire pour financer les réorganisations et les investissements industriels projetés.

2.4. Eléments significatifs du 1^{er} semestre 2026

La filiale FLAUREA CHEMICALS, unique société capable de recycler le cadmium en Europe, a poursuivi le développement de son outil industriel, dont le renouvellement des permis d'exploitation devait intervenir mi-2026. Cependant, l'inspection du travail a considéré que le seuil de contamination qui sera autorisé pour certains travailleurs d'ici juillet 2027 de 1 pour 1 000, contre 4 pour 1 000 aujourd'hui, ne pourrait pas être atteint. Bien qu'aucune maladie professionnelle liée au cadmium n'ait été constatée, l'administration a appliqué la clause de précaution et a immédiatement interdit l'exercice de l'activité le 23 décembre 2025. Faute de solution à court terme, le Groupe AUREA a décidé de déposer le bilan de sa filiale le 10 février 2026. Au 30 juin 2026, la liquidation est toujours en cours.

Vente de la filiale AIP au 31 mars 2026.

2.5. Perspectives du 2^{ème} semestre 2026

Dans un contexte international toujours caractérisé par de fortes incertitudes économiques et géopolitiques, AUREA maintient une approche prudente pour le second semestre 2026, compte tenu d'une visibilité encore limitée sur l'évolution de ses carnets de commandes.

Le Groupe demeure pleinement mobilisé sur l'exécution de ses priorités stratégiques : amélioration de la performance opérationnelle, poursuite de la rationalisation du portefeuille d'activités, et maintien d'une discipline financière rigoureuse.

AUREA reste également attentif aux opportunités de croissance externe ainsi qu'aux opérations de cession ciblées, s'inscrivant dans une logique de création de valeur durable.

2.6. Description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe AUREA pourrait être confronté au cours du 2^{ème} semestre 2026 sont de même nature que ceux décrits en pages 48 à 54 dans le Document d'Enregistrement Universel 2025, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 19/06/2026 sous le numéro D.26-0434 et disponible sur le site www.aurea-france.com dans la rubrique "Communiqués financiers / Documents d'Enregistrement Universels / Documents de références", ainsi que sur le site de l'AMF. Ce document est également publié au format d'information électronique unique européen (ESEF) au format XBRL.

2.7. Informations concernant le capital de la société et les sociétés contrôlées

2.7.1. Sociétés contrôlées directement et indirectement au 30/06/2025 et part du capital détenue par AUREA

Cf. annexe des comptes consolidées, paragraphe 7 page 35.
Aucune des sociétés contrôlées ne détient de participation dans AUREA.

2.7.2. Identité des personnes détenant une participation significative dans le capital de la société au 30/06/2026

Conformément aux dispositions de l'article L.233-13 du Code de commerce, les personnes physiques ou morales qui détiennent directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales sont les suivantes :

- Joël PICARD, domicilié Quai des Usines 12 – 7800 Ath (Belgique), détient 2 226 296 actions AUREA, soit 23,72% du capital et 27,13% des droits de vote nets.
- La société FINANCIERE 97, dont le siège social est 3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris, immatriculée 384 723 921 RCS Paris, détient 4 583 439 actions, soit 48,83% du capital et 51,57% des droits de vote nets. Cette société est contrôlée par Joël PICARD.
- La société TOMBSTONE, dont le siège social est 3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris, immatriculée 477 050 330 RCS Nanterre, détient 117 425 actions, soit 1,25% du capital et 0,73% des droits de vote nets. Cette société est contrôlée par Joël PICARD.
- La société Northbrook Belgium, dont le siège social est 367, Avenue Louise – 1050 Brussels, immatriculée BE0457281961, détient 2 129 actions, soit 0,02% du capital et 0,01% des droits de vote nets. Cette société est contrôlée par Joël PICARD.
- La société CM-CIC Investissement, dont le siège social est 28, Avenue de l'Opéra – 75002 Paris, immatriculée 317 586 220 RCS Paris, détient 773 725 actions représentant 8,24% du capital et 9,42% des droits de vote nets (à la connaissance de la société AUREA).

2.7.3. Répartition du capital et des droits de vote au 30/06/2026

Au 30/06/2026	Nombre d'actions	% du capital	Nombre brut de droits de vote	% des droits de vote bruts	Nombre net de droits de vote (**)	% des droits de vote nets
FINANCIERE 97 (*)	4 583 439	48,83%	8 329 205	51,46%	8 329 205	51,57%
Joël PICARD	2 226 296	23,72%	4 381 260	27,07%	4 381 260	27,13%
TOMBSTONE France	117 425	1,25%	117 425	0,73%	117 425	0,73%
NORTHBROOK Belgium	2 129	0,02%	2 129	0,01%	2 129	0,01%
Sous-total Joël PICARD	6 929 289	73,82%	12 830 019	79,26%	12 830 019	79,43%
René RIPER	17 000	0,18%	17 000	0,11%	17 000	0,11%
Antoine DIESBECQ	725	0,01%	1 450	0,01%	1 450	0,01%
Roland du LUART	3 200	0,03%	5 700	0,04%	5 700	0,04%
Myrtille PICARD	123 264	1,31%	123 264	0,76%	123 264	0,76%
Airelle PICARD	123 176	1,31%	123 176	0,76%	123 176	0,76%
Fabrice DUMONTEIL	-	-%	-	-%	-	-%
Total Administrateurs et censeurs	7 196 654	76,67%	13 100 609	80,93%	13 100 609	81,11%
CM CIC Investissement (***)	773 725	8,24%	1 520 933	9,40%	1 520 933	9,42%
Auto-détention et programme de rachat	44 455	0,47%	44 455	0,27%	0	0,00%
Public	1 372 050	14,62%	1 520 260	9,39%	1 520 260	9,42%
TOTAL	9 386 884	100,00%	16 186 257	100,00%	16 141 802	100,00%

(*) Détenue directement ou indirectement à plus des 2/3 du capital par Joël PICARD et sa famille. Joël PICARD est membre du conseil d'administration de FINANCIERE 97, ainsi que ses 2 filles Myrtille PICARD et Airelle PICARD.

(**) Nombre net = nombre total de droits de vote retraité des actions privées de droit de vote (auto-détention)

(***) A la connaissance de la société

2.7.4. Déclarations de franchissement de seuils au cours du 1^{er} semestre 2026

Néant.

2.7.5. Déclarations relatives aux opérations effectuées par les administrateurs

Les opérations réalisées au cours du 1^{er} semestre 2026 sur les titres de la société par les personnes visées à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier, et selon les modalités prévues par les articles 222-14 et 222-15 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers, sont les suivantes :

Joël PICARD, Président Directeur Général et administrateur

- Néant au 1^{er} semestre 2026

NORTHBROOK Belgium, personne morale liée à Joël PICARD

- Néant au 1^{er} semestre 2026

TOMBSTONE, personne morale liée à Joël PICARD

- Néant au 1^{er} semestre 2026

FINANCIERE 97, Administrateur

- Néant au 1^{er} semestre 2026

Autres administrateurs

- Néant au 1^{er} semestre 2026

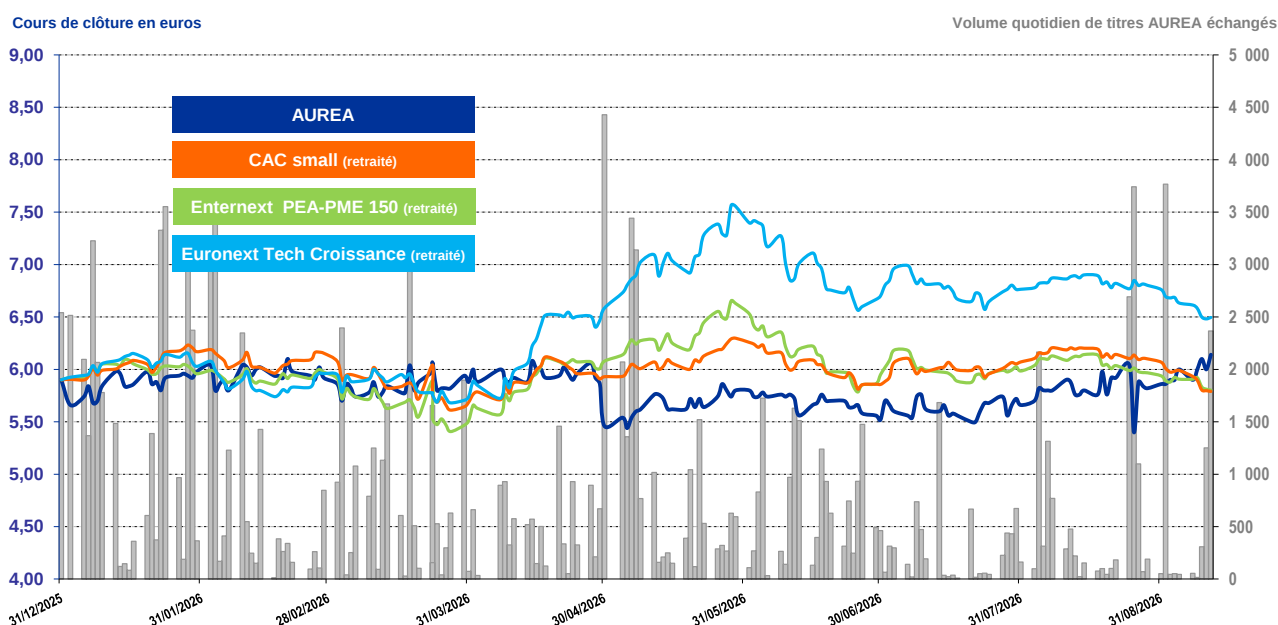
Censeurs

- Néant au 1^{er} semestre 2026

2.7.6. Rachat par la société de ses propres actions

L'assemblée générale mixte générale du 30/06/2026, dans sa 12^{ème} résolution, a renouvelé l'autorisation donnée à la société AUREA, pour une durée de 18 mois, d'opérer sur ses propres actions dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions.

Au 26/06/2025, la société détenait au total 44 455 actions (incluant le contrat de liquidité) représentant 0,47% du capital.

2.7.7. Evolution du cours de bourse depuis le 01/01/2026**2.7.8. Autre ligne de cotation**

Néant.

AUREA



Groupe européen dédié
à l'économie circulaire

Comptes consolidés
au 30 juin 2026

Comptes consolidés au 30/06/2026

Bilan simplifié actif

En K€	Note	30/06/2026	31/12/2025	30/06/2025
		IFRS 6 mois	IFRS 12 mois	IFRS 6 mois
Ecart d'acquisition	1	8 381	8 385	8 385
Immobilisations incorporelles	2	289	333	395
Droits d'utilisation	2	4 596	5 671	6 229
Immobilisations corporelles	2	57 911	63 134	63 307
Actifs financiers non courants	3	2 278	1 873	1 704
Actifs d'impôts différés non courants		278	309	1 266
Actifs non courants		73 733	79 707	81 288
Stocks	4	21 396	23 511	23 796
Clients et autres débiteurs	5	46 912	46 497	44 044
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6	35 351	36 617	27 411
Actifs courants		103 659	106 626	95 252
Actifs destinés à être cédés ou abandonnés		-	-	24 210
TOTAL ACTIF		177 392	186 333	200 750

Comptes consolidés au 30/06/2026

Bilan simplifié passif

En K€	Note	30/06/2026	31/12/2025	30/06/2025
		IFRS 6 mois	IFRS 12 mois	IFRS 6 mois
Capital		11 264	11 264	11 264
Primes		6 364	6 364	6 379
Actions propres		-240	-187	-184
Résultats accumulés		49 195	54 864	56 042
Résultat de l'exercice		1 318	-5 428	-467
Intérêts minoritaires		-	-	-
Capitaux propres		67 901	66 877	73 035
Emprunts portant intérêts	8 et 9	26 031	29 904	26 346
Dettes locatives non courantes	8	2 570	3 276	3 361
Provisions pour risques et charges	7	649	1 373	1 142
Passifs d'impôts différés non courants		3 298	6 351	3 692
Engagements de retraite	7	621	621	711
Passifs non courants		33 168	41 526	35 251
Provisions pour risques et charges	7	126	1 317	141
Fournisseurs et autres créditeurs	10	56 225	63 273	63 030
Partie à court terme des emprunts portant intérêts	9	8 829	11 258	11 255
Dettes locatives courantes		1 640	1 780	2 027
Emprunts court terme	8 et 9	351	302	232
Autres passifs courants		9 153	-	-
Passifs courants		76 323	77 930	76 686
Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés ou abandonnés		-	-	15 777
TOTAL PASSIF		177 392	186 333	200 750

Comptes consolidés au 30/06/2026

Compte de résultat

	Note	30/06/2026 IFRS 6 mois	31/12/2025 IFRS 12 mois	30/06/2025 IFRS 6 mois
En K€				
Chiffre d'affaires consolidé	13	108 192	222 717	106 120
Production stockée		-2 234	-1 530	-3 084
Achats et services extérieurs		-83 280	-179 296	-82 580
Impôts et taxes		-1 566	-2 761	-1 565
Frais de personnel		-12 982	-31 061	-14 253
Autres produits et charges opérationnels		1 039	2 368	453
Dotations nettes aux amortissements et provisions opérationnels		-4 357	-12 939	-5 760
Résultat opérationnel courant		4 812	-2 502	-668
Autres produits opérationnels non courants		-	14 000	-
Autres charges opérationnelles non courantes		-2 349	-12 221	-
Résultat opérationnel		2 463	-722	-668
Coût de l'endettement financier net		-662	-927	-513
Charge d'impôt		-483	3 779	243
Résultat net des activités poursuivies		1 318	-5 428	-938
Résultat net d'impôt des activités abandonnées		-	-	471
Résultat net des entreprises intégrées		1 318	-5 428	-467
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence		-	-	-
Résultat net		1 318	-5 428	-467
RESULTAT NET PART DU GROUPE		1 318	-5 428	-467
Intérêts minoritaires		-	-	-
Résultat net par action des activités poursuivies				
Résultat net par action part du Groupe	12	0,14 €	-0,58 €	-0,09 €
Résultat dilué par action part du Groupe	12	0,14 €	-0,58 €	-0,09 €
Résultat net par action part du groupe				
Résultat net par action part du Groupe	12	0,14 €	-0,58 €	-0,05 €
Résultat dilué par action part du Groupe	12	0,14 €	-0,58 €	-0,05 €

Comptes consolidés au 30/06/2026

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	30/06/2026	31/12/2025	30/06/2025
En K€	IFRS 6 mois	IFRS 12 mois	IFRS 6 mois
Résultat net	1 318	-5 428	-467
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-	-
Changements de méthodes	-	-	-
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	-	60	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-	-
Impôts	-	-15	-
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat net	-	45	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	45	-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - part du Groupe	1 318	-5 383	-467
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - part des minoritaires	-	-	-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 318	-5 383	-467

Comptes consolidés au 30/06/2026

Tableau des flux de trésorerie

En K€	Note	30/06/2026 IFRS 6 mois	30/12/2025 IFRS 12 mois	30/06/2025 IFRS 6 mois
Résultat consolidé (y compris intérêts minoritaires)		1 318	-5 428	-467
Dotations nettes aux amortissements et provisions		4 966	13 014	5 904
Autres produits et charges calculés		-	-	-
Variation de juste valeur		-147	-123	-
Plus et moins-values de cession		2 355	-1 672	34
Paieement fondé sur des actions		-	43	18
Ecart d'acquisition négatif		-	-	-
Coût de l'endettement financier net		921	1 712	773
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		483	3 779	-267
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		-	-	-
Capacité d'autofinancement		9 897	11 324	5 995
Variation du BFR	11			
Impôts versés et variation des impôts différés		-115	471	1 002
Variation du BFR lié à l'activité		1 710	255	1 699
Variation de trésorerie générée par l'activité (A)		11 491	12 051	8 697
Décaissements liés aux acquisitions d'immob. corp. et incorp.		-3 005	-9 195	-4 545
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corp. et incorp.		-	175	70
Variations nettes des autres actifs financiers non courants		-549	164	6
Variation nette des titres non consolidés		-	-	-
Dividendes reçus des entreprises associées et non consolidées		-	-	-
Incidence des variations de périmètre		-431	8 576	-
Autres		-	-	-
Flux net de trésorerie lié aux investissements (B)		-3 985	-280	-4 469
Variation de capital				-
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		-	- 1 402	-
Dettes sur dividendes vis-à-vis des actionnaires		-	-	-
Augmentation de capital		-	-	-
Achat et revente d'actions propres		-53	-74	-70
Encaissements liés aux nouveaux emprunts et dettes financières		1 640	13 115	4 409
Remboursement des emprunts et dettes financières		-10 042	-15 656	-9 394
Autres flux liés aux opérations de financement		-447	-1 861	-796
Flux net de trésorerie lié aux financements (C)		-8 902	-5 879	-5 851
Incidence des variations de devises		-66	-45	-110
Autres flux sans incidence sur la trésorerie		147	123	-1 434
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (A+B+C)		-1 315	5 970	-3 167
Trésorerie nette d'ouverture	6	36 315	30 345	30 345
Trésorerie nette de clôture	6	35 000	36 316	27 179

Les postes du tableau de flux de trésorerie comprennent les éléments des activités poursuivies et abandonnées.

Comptes consolidés au 30/06/2026

Variation des capitaux propres

En K€	Nombre d'actions	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	Total part du Groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 31/12/2024	9 386 884	11 264	6 361	-114	56 368	73 880	-	73 880
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Palements fondés sur des actions	-	-	18	-	-	18	-	18
Opérations sur titres auto détenus	-	-	-	-70	-	-70	-	-70
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-467	-467	-	-467
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	-	-	-	-326	-326	-	-326
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 30/06/2025	9 386 884	11 264	6 379	-184	55 575	73 035	-	73 035
Capitaux propres au 31/12/2025	9 386 884	11 264	6 364	-187	49 436	66 877	-	66 877
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Palements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur titres auto détenus	-	-	-	-53	-	-53	-	-53
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net de la période	-	-	-	-	1 318	1 318	-	1 318
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	-	-	-	-241	-241	-	-241
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 30/06/2026	9 386 884	11 264	6 364	-240	50 513	67 901	-	67 901

Le capital d'AUREA est constitué au 30/06/2026 de 9 386 884 actions de 1,20 € entièrement libérées.

Comptes consolidés au 30/06/2026

Annexe

AUREA est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de commerce. La société a son siège social 3, avenue Bertie Albrecht à Paris (75008) et est cotée sur Euronext Paris, compartiment C.

AUREA est un groupe européen spécialiste de la régénération de déchets. Ses activités se situent au cœur de l'économie circulaire.

Tous les chiffres, sauf précision contraire, sont présentés en milliers d'euros.

1. Principes comptables et méthodes d'évaluation

1.1. Principes d'établissement des comptes

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe AUREA qui sont publiés au titre du 30/06/2026 sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards), telles qu'approuvées par l'Union Européenne au 30 juin 2026 (*).

(*) Disponibles sur le site : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les principes comptables appliqués par le groupe au 30/06/2026 sont les mêmes que ceux retenus pour les états financiers consolidés au 31/12/2025, à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et applicables à partir du 1^{er} janvier 2026, à savoir :

1.1.1. Nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2026

Les normes, amendements et interprétations applicables de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2026 n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés du groupe AUREA au 30 juin 2026. Ils concernent principalement :

- Les amendements à IFRS 9 et IFRS 7 – « Classement et évaluation des instruments financiers » : ces amendements précisent que les actifs et passifs financiers doivent être décomptabilisés à la date de règlement. Ils prévoient toutefois une exemption permettant de décomptabiliser certains passifs financiers réglés par virement électronique avant la date de règlement, sous réserve du respect de trois critères cumulatifs visant à démontrer que l'entité n'a plus le contrôle de la trésorerie correspondante. Le Groupe a décidé d'appliquer cette exemption de manière homogène aux opérations de décaissement éligibles, celle-ci étant en ligne avec ses pratiques historiques de décomptabilisation des passifs.
- Les amendements à IFRS 9 et IFRS 7 – « Contrats d'achat d'énergie renouvelable » : ces amendements facilitent l'application de l'exemption « Own-Use » aux contrats d'achat physique d'électricité renouvelable lorsque certaines conditions, visant notamment à établir que l'entité demeure acheteuse nette d'électricité, sont remplies. Ils facilitent également l'application de la comptabilité de couverture aux contrats d'achat virtuels

1.1.2. Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 30 juin 2026

Le 9 avril 2024, l'IASB a publié la norme IFRS 18 «Présentation et informations à fournir dans les états financiers » qui remplacera la norme IAS 1 ainsi que les interprétations qui y sont associées. Cette nouvelle norme a pour objectif de permettre une meilleure comparabilité de la performance financière des entreprises et une transparence accrue des informations fournies au sein des états financiers consolidés :

- Les entreprises doivent désormais classer tous les produits et charges en cinq catégories au sein du compte de résultat : exploitation, investissement, financement, activités abandonnées et impôts sur le résultat. La catégorie exploitation est la catégorie par défaut regroupant l'ensemble des produits et charges ne répondant pas à la définition de l'une des autres catégories. Le résultat d'exploitation et le résultat avant financement et impôt deviennent des sous -totaux obligatoires. La définition du résultat net n'est pas modifiée par cette norme.
- Les indicateurs de performance définis par le management en lien avec le résultat sont regroupés au sein d'une note annexe dédiée et réconciliés avec les agrégats définis par la norme.
- Le résultat d'exploitation devient le nouveau point de départ obligatoire du tableau de flux de trésorerie et certaines options de présentation sont supprimées.
- Les principes d'agrégation et de désagrégation des différents agrégats présentés au sein des états financiers sont clarifiés.

La norme IFRS 18 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027, de manière rétrospective. L'analyse de ses incidences sur les indicateurs de performance, la présentation des états financiers consolidés et les systèmes d'information financiers du Groupe, engagée en 2025, se poursuit. Les impacts identifiés à ce stade sur la présentation des états financiers primaires et sur les indicateurs de performance seront présentés au comité d'audit courant 2026. La position définitive du Groupe dépendra de la finalisation de ces travaux ainsi que de l'issue des discussions en cours au sein de l'IFRIC. En conséquence, le Groupe se réserve la possibilité de faire évoluer sa position avant la première application de la norme.

1.2. Règles et méthodes de consolidation

1.2.1. Périmètre de consolidation

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 10, les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote en assemblée générale, au conseil d'administration ou au sein de l'organe de direction équivalent, lui conférant le pouvoir de diriger leurs politiques opérationnelles et financières, sont généralement réputées contrôlées et consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Selon les dispositions de la norme IFRS 11, les partenariats du Groupe sont classés en 2 catégories (coentreprises et activités conjointes) selon la nature des droits et obligations détenus par chacune des parties.

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable. Elles sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence, conformément aux dispositions de la norme IAS 28. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20%. Elle peut néanmoins être avérée dans des cas de pourcentages de détention inférieurs.

1.2.2. Opérations intragroupe

Les opérations et transactions réciproques d'actif et passif, de produits et de charges entre entreprises intégrées, sont éliminées dans les comptes. Cette opération est réalisée :

- En totalité si l'opération est réalisée entre deux filiales ;
- A hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

1.2.3. Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1^{er} janvier 2004 et jusqu'au 31 décembre 2009 ont été comptabilisés selon les principes de la précédente version de la norme IFRS 3. Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1^{er} janvier 2010 sont comptabilisés conformément aux dispositions d'IFRS 3 révisée.

En application de cette nouvelle norme, le Groupe comptabilise à la juste valeur aux dates de prise de contrôle, les actifs acquis et les passifs assumés identifiables. Le coût d'acquisition correspond à la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs remis, des passifs encourus et/ou des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de l'entité acquise et de tout autre coût directement attribuable à l'acquisition. Les ajustements de prix éventuels sont évalués à leur juste valeur à chaque arrêté. Au-delà d'une période de 12 mois à compter de la date d'acquisition, tout changement ultérieur de cette juste valeur est constaté en résultat.

Les coûts directement attribuables à l'acquisition tels que les honoraires de *due diligence* et les autres honoraires associés sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

La valeur d'acquisition est affectée en comptabilisant les actifs acquis et les passifs assumés identifiables de l'entreprise acquise à leur juste valeur à cette date, à l'exception des actifs ou des groupes d'actifs classés comme détenus en vue de leur vente selon IFRS 5, qui sont comptabilisés à leur juste valeur diminuée du coût de la vente. La différence positive entre le coût d'acquisition et la part d'intérêt d'AUREA dans la juste valeur des actifs acquis et passifs assumés identifiables est comptabilisée en goodwill.

Le Groupe dispose d'un délai de 12 mois, à compter de la date d'acquisition, pour finaliser la comptabilisation des opérations relatives aux sociétés acquises.

1.2.4. Activités abandonnées (arrêtées, cédées) ou en cours de cession et actifs en cours de cession

Activités abandonnées

Les activités abandonnées (arrêtées, cédées) ou en cours de cession, sont présentées sur une ligne séparée du bilan consolidé à la clôture de l'exercice présenté, dès lors qu'elles concernent :

- Soit un pôle d'activité ou une zone géographique significative pour le Groupe faisant partie d'un plan unique de cession,
- Soit une filiale acquise uniquement dans un but de revente.

Les actifs rattachés aux activités abandonnées sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession. Les éléments du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités abandonnées sont présentés sur une ligne séparée pour toutes les périodes présentées.

Actifs en cours de cession

Les actifs non courants dont la cession a été décidée au cours de la période sont présentés sur une ligne séparée du bilan, dès lors que la cession doit intervenir dans les 12 mois. Ils sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession.

Contrairement aux activités abandonnées, les éléments du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie ne sont pas présentés sur une ligne séparée.

1.3. Méthodes d'évaluation et de présentation

1.3.1. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Evaluations retenues pour les tests de perte de valeur

Les hypothèses et les estimations qui sont faites pour déterminer la valeur recouvrable des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles portent en particulier sur les perspectives de marché nécessaires à l'évaluation des flux de trésorerie et les taux d'actualisation retenus. Toute modification de ces hypothèses pourrait avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable et pourrait amener à modifier les pertes de valeur à comptabiliser. Les principales hypothèses retenues par le Groupe sont décrites dans la note 3 "Tests de valeur sur goodwill et autres actifs non financiers".

Paielements en actions

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation des plans d'attribution d'actions sont définies par la norme IFRS 2 "Paielements fondés sur des actions". L'attribution d'actions gratuites représente un avantage consenti à leurs bénéficiaires et constitue à ce titre un complément de rémunération supporté par AUREA. S'agissant d'opérations ne donnant pas lieu à des transactions monétaires, les avantages ainsi accordés sont comptabilisés en charges sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. Ils sont évalués sur la base de la juste valeur à la date d'attribution des instruments de capitaux propres attribués.

Evaluations de la juste valeur

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale. Les justes valeurs sont hiérarchisées selon 3 niveaux :

- Niveau 1 : prix cotés sur un marché actif : les valeurs mobilières de placement sont valorisées ainsi.
- Niveau 2 : modèle interne avec des paramètres observables à partir de techniques de valorisations internes : ces techniques font appel aux méthodes de calcul mathématiques usuelles, intégrant des données observables sur les marchés.
- Niveau 3 : modèle interne avec paramètres non observables.

Evaluations des engagements de retraite

Le Groupe participe à des régimes de retraite à cotisation ou à prestation définies. Les engagements liés à ces derniers régimes sont calculés sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, les augmentations de salaires futures, le taux de rotation du personnel, les tables de mortalité.

Ces hypothèses sont généralement mises à jour annuellement. Les hypothèses retenues et leurs modalités de détermination sont détaillées dans la note 8-1 "Provision pour retraite". Le Groupe estime que les hypothèses actuarielles retenues sont appropriées et justifiées dans les conditions actuelles, toutefois les engagements sont susceptibles d'évoluer en cas de changement d'hypothèses.

1.3.2. Coût de l'endettement financier

Le coût de l'endettement financier comprend le coût du financement, les charges d'intérêts de l'emprunt obligataire, le résultat de change, les revenus des placements de trésorerie et des équivalents de trésorerie. Les placements de trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur dans le compte de résultat.

1.3.3. Impôts sur le résultat

Le Groupe calcule ses impôts sur le résultat conformément aux législations en vigueur dans le pays où les résultats sont taxables. Conformément à la norme IAS 12, des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des éléments d'actif et passif et leurs valeurs fiscales. Ils sont calculés sur la base des derniers taux d'impôt adoptés ou en cours d'adoption à la clôture des comptes. Les effets des modifications des taux d'imposition d'un exercice à l'autre sont inscrits dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel la modification est intervenue.

Les soldes d'impôts différés sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque société ou du résultat d'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre d'intégration fiscale considéré, et sont présentés à l'actif ou au passif du bilan pour leur position nette par entité fiscale. Les impôts différés sont revus à chaque arrêté pour tenir compte notamment des incidences des changements de législation fiscale et des perspectives de recouvrement. Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

1.3.4. Résultat par action

Le résultat par action non dilué correspond au résultat net part du Groupe, rapporté au nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, diminué des titres auto-détenus.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen d'actions en circulation est ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des instruments de capitaux propres émis par l'entreprise, en particulier les plans d'attribution d'actions gratuites.

1.3.5. Goodwill

Le goodwill correspond à l'écart constaté à la date d'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, entre d'une part, le coût d'acquisition des titres de celle-ci et, d'autre part, la part du Groupe dans la juste valeur aux dates d'acquisition des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables relatifs à la société.

Les goodwill relatifs aux filiales intégrés globalement sont enregistrés à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique "Ecart d'acquisition".

Les goodwill ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de valeur ("impairment test") au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé dans l'exercice en résultat opérationnel et est non réversible.

Les écarts d'acquisition négatifs (badwill) sont comptabilisés directement en résultat l'année de l'acquisition.

1.3.6. Autres immobilisations incorporelles

Elles comprennent principalement des droits d'exploitation. Les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur coût d'acquisition, diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulés.

Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement suivant le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien. Les principales durées d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations incorporelles sont les suivantes :

- Logiciels 2 à 5 ans
- Licences d'exploitation 15 à 20 ans

1.3.7. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement suivant le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien. Les principales durées d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

- Constructions 10 à 15 ans
- Agencement, aménagements des constructions 8 à 15 ans
- Matériels et outillages 3 à 15 ans
- Installations et agencements 3 à 20 ans
- Matériel et mobilier de bureau 3 à 15 ans

1.3.8. Contrats de location

Le groupe a opté pour une application de la norme IFRS 16 de manière rétrospective simplifiée dans les comptes de l'exercice 2019.

Le groupe a choisi de retenir les exemptions prévues par IFRS 16, qui permet de continuer à enregistrer les loyers des contrats suivants :

- Contrats de location d'une durée initiale inférieure ou égale à 12 mois,
- Contrats de location portant sur des actifs de faible valeur.

A la date de transition, AUREA n'a pas modifié la valeur des actifs et passifs liés aux contrats de location qualifiés de location-financement selon IAS 17. Les actifs ont été reclassés en droits d'utilisation et les dettes de location financement sont désormais présentées avec les dettes de location. Les dispositions d'IFRS 16 seront appliquées aux événements qui pourraient survenir après la date de transition.

La durée de contrat correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien loué, à laquelle s'ajoutent les options de renouvellement que le Groupe a la certitude raisonnable d'exercer. Concernant les baux commerciaux français, la position de l'Autorité des Normes Comptables du 16 février 2018 a été appliquée selon laquelle, pour les baux commerciaux français, il n'existe pas au plan comptable d'option de renouvellement au terme du bail de la période pendant laquelle le contrat est exécutoire, est généralement de 9 ans, la période non résiliable étant de 3 ans.

1.3.9. Pertes de valeur des actifs immobilisés non financiers

Les actifs immobilisés incorporels et corporels doivent faire l'objet de tests de valeur dans certaines circonstances. Pour les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, les goodwill et les immobilisations en cours, un test est réalisé au minimum une fois par an, et à chaque fois qu'un indice de perte de valeur apparaît. Pour les autres immobilisations, un test est réalisé seulement lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les actifs soumis aux tests de perte de valeur sont regroupés au sein d'unités génératrices de trésorerie (UGT), correspondant à des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation génère des flux d'entrée de trésorerie identifiables. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel. La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie susceptibles de découler d'un actif ou d'une UGT. Le taux d'actualisation est déterminé, pour chaque unité génératrice de trésorerie, en fonction du profil de risque de son activité.

1.3.10. Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants comprennent les participations non consolidées, des dépôts et cautionnements et des autres créances immobilisées.

1.3.11. Stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. A chaque clôture, ils sont valorisés au plus bas du coût historique et de la valeur nette de réalisation.

1.3.12. Clients et autres créances d'exploitation

Les créances clients et autres créances d'exploitation sont des actifs financiers courants. Elles sont évaluées initialement à la juste valeur, qui correspond en général à leur valeur nominale. A chaque arrêté, les créances sont évaluées au coût amorti, déduction faite des pertes de valeur tenant compte des risques éventuels de non recouvrement. Pour rappel, en 2018, la première application de la norme IFRS 9 n'a pas entraîné de changement de méthode comptable en termes de classement et d'évaluation des actifs financiers.

1.3.13. Disponibilités et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les comptes courants bancaires et les équivalents de trésorerie correspondant à des placements à court terme, liquides et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les équivalents de trésorerie sont notamment constitués d'OPCVM et de certificats de dépôt dont la maturité n'excède pas 3 mois à l'origine. Les découverts bancaires sont exclus des disponibilités et sont présentés en dettes financières courantes.

1.3.14. Titres auto-détenus

Les titres auto-détenus par le Groupe sont comptabilisés en déduction des capitaux propres pour leurs coûts éventuels. Les éventuels profits ou pertes liés à l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation de titres auto-détenus sont comptabilisés directement en capitaux propres sans affecter le résultat.

1.3.15. Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont présentées au bilan dans le compte de régularisation passif.

1.3.16. Provisions non courantes

Elles comprennent les provisions non directement liées au cycle d'exploitation évaluées conformément à la norme IAS 37. Elles sont comptabilisées lorsqu'à la clôture de l'exercice il existe une obligation actuelle, juridique ou implicite, du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable que l'extinction de cette obligation se traduira pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et lorsque le montant de cette obligation peut être estimé de façon fiable. Elles sont évaluées sur la base de leur montant actualisé correspondant à la meilleure estimation de la consommation de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

1.3.17. Provisions courantes

Les provisions courantes correspondent aux provisions directement liées au cycle d'exploitation, quelle que soit leur échéance estimée. Elles sont comptabilisées conformément à la norme IAS 37 (voir ci-dessus). Elles comprennent également la part à moins d'un an des provisions non directement liées au cycle d'exploitation.

1.3.18. Provisions pour retraites

Les engagements liés aux régimes de retraites à prestations définies sont provisionnés au bilan pour le personnel en activité. Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations actuarielles effectuées lors de chaque clôture annuelle. Pour les régimes à prestations définies financés dans le cadre d'une gestion externe (contrat d'assurance), l'excédent ou l'insuffisance de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations est comptabilisée au bilan.

Le coût des services passés correspond aux avantages octroyés soit lorsque l'entreprise adopte un nouveau régime à prestations définies, soit lorsqu'elle modifie le niveau des prestations d'un régime existant. Lorsque les nouveaux droits à prestation sont acquis dès l'adoption du nouveau régime ou le changement d'un régime existant, le coût des services passés est immédiatement comptabilisé en résultat. Les écarts actuariels résultent des effets des changements d'hypothèses actuarielles et des changements liés à l'expérience (différence entre les hypothèses actuarielles retenues et la réalité constatée).

1.3.19. Emprunts obligataires, autre emprunts et dettes financières

Ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ce taux est déterminé après prise en compte des primes de remboursement et des frais d'émission. Selon cette méthode, la charge d'intérêt est évaluée de manière actuarielle et est présentée dans la rubrique "Coût de l'endettement financier".

Les instruments financiers qui contiennent à la fois une composante de dette financière et une composante de capitaux propres, tels que les obligations convertibles en actions, sont comptabilisés conformément à la norme IAS 32. La valeur comptable de l'instrument hybride est allouée entre sa composante dette et sa composante "Capitaux propres", la part capitaux propres étant définie comme la différence entre la juste valeur de l'instrument hybride et la juste valeur attribuée à la composante dette. Cette dernière correspond à la juste valeur d'une dette ayant des caractéristiques similaires mais ne comportant pas de composante "Capitaux propres". La valeur attribuée à la composante "Capitaux propres" comptabilisée séparément n'est pas modifiée durant la vie de l'instrument.

La composante "Dette" est évaluée selon la méthode du coût amorti sur la durée de vie estimée. Les frais d'émission sont alloués proportionnellement à la composante "Dette" et à la composante "Capitaux propres".

La part à moins d'un an des dettes financières est classée dans le poste "Partie à court terme des emprunts portant intérêts".

1.3.20. Revenus

Les revenus sont constitués par des ventes de biens et services produits dans le cadre des activités principales du Groupe. Ces revenus sont comptabilisés selon IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients".

Avant de comptabiliser le chiffre d'affaires, cette norme impose d'identifier un contrat, ainsi que les différentes obligations de performance contenues dans le contrat. Le nombre d'obligations de performance dépend des types de contrats et activités. La plupart des contrats du Groupe ne comprennent qu'une obligation de performance.

La comptabilisation du chiffre d'affaires issu de contrats avec des clients doit traduire :

- D'une part le rythme de réalisation des obligations de performance correspondant au transfert à un client du contrôle d'un bien ou d'un service,
- Et d'autre part le montant auquel le vendeur s'attend à avoir droit en rémunération des activités réalisées.

L'analyse de la notion de transfert d'un bien ou d'un service est déterminante, ce transfert conditionnant la reconnaissance du chiffre d'affaires. Le transfert du contrôle d'un bien ou d'un service peut s'effectuer en continu ou à une date précise.

2. Faits marquants du semestre

La filiale FLAUREA CHEMICALS, unique société capable de recycler le cadmium en Europe, a poursuivi le développement de son outil industriel, dont le renouvellement des permis d'exploitation devait intervenir mi-2026. Cependant, l'inspection du travail a considéré que le seuil de contamination qui sera autorisé pour certains travailleurs d'ici juillet 2027 de 1 pour 1 000, contre 4 pour 1 000 aujourd'hui, ne pourrait pas être atteint. Bien qu'aucune maladie professionnelle liée au cadmium n'ait été constatée, l'administration a appliqué la clause de précaution et a immédiatement interdit l'exercice de l'activité le 23 décembre 2025. Faute de solution à court terme, le Groupe AUREA a décidé de déposer le bilan de sa filiale le 10 février 2026. Au 30 juin 2026, la liquidation est toujours en cours

Vente de la filiale AIP au 31 mars 2026.

3. Evènements survenus depuis la clôture du semestre

Les sociétés FLAUREA et AIP ont été sorties du périmètre et ne sont plus consolidées au 30 juin 2026. Par ailleurs, le détail du périmètre de consolidation est mentionné en II.6.

4. Notes au bilan consolidé

Note 1 : Ecart d'acquisition

En application de la norme IAS 38, la partie non identifiable des fonds commerciaux reconnus dans les comptes sociaux a fait l'objet d'un reclassement en goodwill et figure à ce titre sur la ligne "Autres mouvements".

En K€	Valeur nette
Valeur au 31/12/2024	9 681
Ecart d'acquisition constatés dans la période	-
Autres mouvements	-1 296
Sorties de périmètre	-
Pertes de valeur	-
Valeur au 30/06/2025	8 385
Valeur au 31/12/2025	8 385
Ecart d'acquisition constatés dans la période	-
Autres mouvements	-
Sorties de périmètre	-5
Pertes de valeur	-
Valeur au 30/06/2026	8 381

Note 2 : Immobilisations incorporelles et corporelles

Immobilisations incorporelles

En K€	Frais de R&D	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeur brute au 31/12/2024	174	-	2 747	231	3 152
Acquisitions	-	-	1	-	1
Cessions	-	-	-	-	-
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-665	-47	-712
Valeur brute au 30/06/2025	174	-	2 083	184	2 441
Valeur brute au 31/12/2025	174	-	2 076	184	2 434
Acquisitions	-	-	-	4	4
Cessions	-	-	-	-	-
6	-	-	7	-	7
Valeur brute au 30/06/2026	174	-	2 083	188	2 445

En K€	Frais de R&D	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Autres immobilisations incorporelles	Total
Amortissements au 31/12/2024	-174	-	-2 319	-192	-2 685
Amortissements de la période	-3	-	-32	-1	-35
Cessions	-	-	-	-	-
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-	-	-
Amortissements au 30/06/2025	-172	-	-2 521	-191	-2 883
Amortissements au 31/12/2025	-174	-	-1 775	-152	-2 101
Amortissements de la période	-	-	-54	-1	-55
Cessions	-	-	-	-	-
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-	-	-
Amortissements au 30/06/2026	-174	-	-1 829	-153	-2 156

En K€	Frais de R&D	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeur nette au 30/06/2025	-	-	362	33	395
Valeur nette au 31/12/2025	-	-	301	32	333
Valeur nette au 30/06/2026	-	-	254	35	289

Droits d'utilisation

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur brute au 30/06/2025	3 911	2 510	22 478	1 468	30 368
Valeur brute au 31/12/2025	3 957	1 723	21 778	1 181	28 640
Acquisitions	-	75	1 343	-	1 418
Cessions	-	-234	-3 654	-295	-4 183
Effets de périmètre et reclassement	-67	-	-240	-110	-413
Valeur brute au 30/06/2026	3 891	1 565	19 226	776	25 458

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Total
Amortissements au 30/06/2024	-1 033	-2 279	-19 661	-830	-23 802
Amortissements au 31/12/2025	-1 634	-1 472	-18 997	-865	-22 969
Acquisitions	-388	-76	-1 695	-204	-3 363
Cessions	-	234	3 630	295	4 158
Effets de périmètre et reclassement	28	-	177	107	312
Amortissements au 30/06/2026	-1 995	-1 315	-16 885	-667	-20 861

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur nette au 30/06/2025	2 494	285	2 963	487	6 229
Valeur nette au 31/12/2025	2 323	251	2 781	316	5 671
Valeur nette au 30/06/2026	1 896	250	2 341	109	4 596

Immobilisations corporelles

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et out.	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur brute au 30/06/2025	7 483	25 803	120 789	8 003	9 940	172 018
Valeur brute au 31/12/2025	7 493	25 803	125 221	8 335	8 743	175 595
Acquisitions	-	25	1 508	158	1 026	2 707
Cessions	-	-	-85	-3	-	-88
Effets de périmètre et reclassement	-	-66	-8 309	-834	-2 312	-11 521
Valeur brute au 30/06/2026	7 493	25 762	118 335	7 655	7 447	166 692

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et out.	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Amortissements au 30/06/2025	-661	-18 579	-84 813	-4 657	-	-108 710
Amortissements au 31/12/2025	-676	-18 973	-88 051	-4 760	-	-112 481
Amortissements de la période	-13	-436	-3 039	-349	-	-3 838
-Cessions	-	-	85	3	-	88
Effets de périmètre et reclassement	-	84	6 741	604	-	7 429
Amortissements au 30/06/2025	-690	-19 325	-84 264	-4 503	-	-108 782

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et out.	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur nette au 30/06/2025	6 822	7 224	35 975	3 346	9 940	63 307
Valeur nette au 31/12/2025	6 817	6 830	37 170	3 574	8 743	63 134
Valeur nette au 30/06/2026	6 803	6 437	34 071	3 152	7 447	57 911

Note 3 : Actifs financiers non courants**Titres de participation non consolidés**

En K€	Au 31/12/2025	Augmentations	Diminutions	Dotations	Reprises	Au 30/06/2026
Divers	20	-	20	-	-	-
Total titres de participation non consolidés	20	-	20	-	-	-

Autres actifs financiers

En K€	30/06/2025	31/12/2025	30/06/2026
Dépôts et cautionnements versés	1 704	1 853	2 278
Autres créances immobilisées	-	-	-
Total autres actifs financiers	1 704	1 853	2 278

Note 4 : Stocks

En K€	30/06/2025	31/12/2025	30/06/2026
Métaux & Alliages	12 558	11 784	12 473
Produits dérivés du Pétrole	5 375	6 610	6 072
Caoutchouc & Développements	1 563	1 846	1 780
Chimie Pharma	6 056	4 839	1 948
Total valeurs brutes	25 552	25 079	22 273

En K€	31/12/2025	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	30/06/2026
Métaux & Alliages	-282	-	-348	63	-562
Produits dérivés du Pétrole	-611	-	-350	961	-
Caoutchouc & Développements	-140	-	-	-	-140
Chimie Pharma	-535	-	-61	422	-174
Total dépréciations	-1 588	-	-755	1 446	-877

En K€	30/06/2025	31/12/2025	30/06/2026
Métaux & Alliages	11 750	11 502	11 911
Produits dérivés du Pétrole	5 144	5 999	6 072
Caoutchouc & Développements	1 423	1 706	1 640
Chimie Pharma	5 480	4 304	1 773
Total valeurs nettes	23 796	23 511	21 396

Note 5 : Clients et autres débiteurs

En K€	30/06/2025	31/12/2025	30/06/2026
Créances clients et comptes rattachés	33 340	28 971	32 990
Etat, organismes sociaux	8 288	12 903	8 134
Créances diverses	985	4 069	4 600
Charges constatées d'avance	1 431	555	1 188
Total clients et autres débiteurs	44 044	46 497	46 912

Analyse des créances clients

En K€	30/06/2025	31/12/2025	30/06/2026
Créances clients facturées	33 650	29 245	33 200
Dépréciation des créances clients	-310	-274	-210
Créances clients nettes	33 340	28 971	32 990

Analyse des créances échues non dépréciées

En K€	30/06/2025	31/12/2025	30/06/2026
< 30 jours	9 327	8 359	10 438
Entre 30 et 60 jours	1 110	1 846	3 439
Entre 60 et 90 jours	1 488	1 533	1 568
> 90 jours	3 485	5 966	6 222
Créances échues non dépréciées	15 410	17 704	21 666

Note 6 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30/06/2025	31/12/2025	30/06/2026
Actions et obligations	612	520	569
OPCVM	637	11 858	10 331
Dépôts à terme	746	1 352	1 197
Total valeurs mobilières de placement	1 995	13 730	12 097
Disponibilités	25 416	22 887	23 254
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 411	36 617	35 351
Concours bancaires à CT (cf. note 9)	-232	-302	-351
Trésorerie à la clôture	27 179	36 315	35 000

Note 7 : Provisions pour risques et charges

En K€	31/12/2025	Effet de périmètre et reclassement	Dotations	Reprises		30/06/2026
				Utilisations	Devenues sans objet	
Passifs non courants :						
. Risques fiscaux	200	-	-	-	200	-
. Risques opérationnels	767	-508	-	-	-	259
. Risques sociaux	356	-20	-	-	-	335
. Risques divers	4	-108	440	-106	-222	8
. Restructuration	47	-	-	-	-	47
Provisions pour risques et charges	1 373	-636	440	-106	-22	649
Engagements pour indemnités de fin de carrière	621	-	-	-	-	621
Passifs courants :						
. Risques fiscaux	-	-	-	-	-	-
. Risques opérationnels	117	9	-	-	-	126
. Risques sociaux	1 200	-	-	-	-1 200	-
. Risques divers	-	-	-	-	-	-
. Restructuration	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	1 317	9	-	-	-1 200	126

Note 8 : Dettes financières

En K€	30/06/2025	31/12/2025	30/06/2026
Passifs non courants :			
Dettes auprès des établissements bancaires	25 823	29 435	25 921
Autres emprunts et dettes assimilées	3 884	3 746	2 681
Autres dettes	-	-	-
Emprunts portant intérêts	29 707	33 180	28 601
Passifs courants :			
Dettes auprès des établissements bancaires	11 488	11 555	9 069
Autres emprunts et dettes assimilées	2 026	1 784	1 750
Autres dettes	1	1	1
Partie à CT des emprunts portant intérêts	13 515	13 340	10 820
Total des dettes financières	43 221	46 520	39 421

En K€	30/06/2025	31/12/2025	30/06/2026
Total des dettes financières	43 221	46 520	39 639
Trésorerie et équivalents de trésorerie (cf. note 6)	-27 411	-36 618	-35 351
Endettement net	15 810	9 902	4 070

En K€	30/06/2025	31/12/2025	30/06/2026
Autres emprunts	37 073	40 688	34 639
Total des emprunts	37 073	40 688	34 639
Concours bancaires CT	232	302	351
Total dettes auprès des établissements bancaires	37 306	40 989	34 989

Note 9 : Echancier des dettes

En K€	30/06/2025	31/12/2025	30/06/2026
Part à 1 an au plus	13 515	13 340	14 357
Part exigible de 1 à 5 ans	26 046	29 726	22 023
Part exigible au-delà de 5 ans	3 660	3 454	3 041
Total dettes	43 221	46 520	39 421

Note 10 : Fournisseurs et autres créditeurs

En K€	30/06/2025	31/12/2025	30/06/2026
Fournisseurs et comptes rattachés	30 386	30 497	35 871
Etat et organismes sociaux	12 879	18 652	13 400
Dettes diverses	13 605	8 668	9 219
Comptes de régularisation passifs	6 160	5 456	6 888
Total fournisseurs et autres créditeurs	63 030	63 273	65 378

Note 11 : Variation du besoin en fonds de roulement

En K€	30/06/2025	31/12/2025	30/06/2026
Stocks	2 107	2 334	-509
Créances clients et comptes rattachés	-5 032	-1 232	-4 748
Fournisseurs et comptes rattachés	1 017	-2 482	7 103
Autres actifs courants	865	-6 657	2 822
Autres passifs courants	2 741	8 292	-2 958
Total	1 699	255	1 710

5. Notes au compte de résultat consolidé

Note 12 : Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur la période, déduction faite du nombre d'actions auto-détenues.

Le résultat dilué par action prend en compte le nombre moyen pondéré d'actions qui auraient été en circulation dans l'hypothèse d'une conversion en actions de tous les instruments potentiellement dilutifs. Par ailleurs, le résultat est corrigé le cas échéant des variations de produits et charges résultant de la conversion en actions des instruments potentiellement dilutifs. En cas d'effet anti-dilutif, le résultat dilué par action est égal au résultat de base par action.

Le tableau ci-après indique le rapprochement entre le résultat par action avant dilution et le résultat dilué par action :

Résultat par action des activités poursuivies

	Résultat net en K€	Nombre d'actions	Résultat par action
Résultat net dilué au 30/06/2025	-779	9 370 178	-0,09 €
Résultat net dilué au 31/12/2025	-5 390	9 358 704	-0,58
Résultat avant dilution au 30/06/2026	1 318	9 342 429	0,14
Paielements fondés sur des actions	-	-	-
Résultat net dilué au 30/06/2026	1 318	9 342 429	0,14

Note 13 : Information sectorielle**Informations par segment opérationnel**

En K€ Information proforma	Pôle Métaux & Alliages	Pôle Produits dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développement	Pôle Chimie Pharma	Autres	Total au 30/06/2025
Chiffre d'affaires	63 755	23 269	5 709	13 389	-3	106 120
Actifs non courants	22 675	21 958	5 980	25 702	4 973	81 288

En K€	Pôle Métaux & Alliages	Pôle Produits dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développement	Pôle Chimie Pharma	Autres	Total au 31/12/2025
Chiffre d'affaires	141 766	43 425	10 640	26 862	24	222 717
Actifs non courants	22 164	21 079	6 046	25 286	5 131	79 707

En K€ Information proforma	Pôle Métaux & Alliages	Pôle Produits dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développement	Pôle Chimie Pharma	Autres	Total au 30/06/2026
Chiffre d'affaires	70 543	23 047	4 800	9 689	112	108 192
Actifs non courants	21 375	20 093	5 798	21 417	5 051	73 733

Informations par nationalité des sociétés

En K€	France	Europe	Total au 30/06/2025
Chiffre d'affaires	72 230	33 889	106 120
Actifs non courants	61 690	19 598	81 288

En K€	France	Europe	Total au 31/12/2025
Chiffre d'affaires	159 049	61 536	222 717
Actifs non courants	63 668	18 171	79 707

En K€	France	Europe	Total au 30/06/2026
Chiffre d'affaires	71 097	37 095	108 192
Actifs non courants	60 076	13 657	73 733

6. Autres notes**Note 14 : Autres produits et charges opérationnels non courants**

Les autres produits et charges opérationnels non courant correspondent principalement au 30 juin à l'impact de la liquidation en cours de Flaurea.

7. Liste des sociétés consolidées au 30/06/2026

Sociétés françaises		
AUREA	Paris 8 ^{ème}	Société mère
AUREA DEVELOPPEMENT	Paris 8 ^{ème}	100%
AUREA INVESTIMMO	Paris 8 ^{ème}	100%
CHAUFFAGE ENERGIES	Crépy	100%
COMPAGNIE FRANCAISE ECO HUILE	Lillebonne	100%
DE BEC ENTREPRISES	Paris 8 ^{ème}	100%
EPR	Paris 8 ^{ème}	100%
HG INDUSTRIES	Paris 8 ^{ème}	100%
META REGENERATION	Château Arnoux St Auban	100%
POUDMET	Paris 8 ^{ème}	100%
REGEAL	Paris 8 ^{ème}	100%
ROLL GOM	Tilloy les Mofflaines	100%
RULO FRANCE	Paris 8 ^{ème}	100%
RVA (RECUPERATION VALORISATION ALUMINIUM)	Sainte-Menehould	100%
SARGON	Paris 8 ^{ème}	100%
TDA VALORISATION	Lillebonne	100%
TREZ FRANCE	Aiguebelle	100%
SCI IMMOBILIERE DES MOFFLAINES	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI IMMOBILIERE DE COMPIEGNE	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI IMMOBILIERE ALBRECHT 8	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI IMMOBILIERE PERIGNAT	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI IMMOBILIERE PERIGNAT 2	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI IMMOBILIERE PERIGNAT 3	Paris 8 ^{ème}	100%
Sociétés étrangères		
Belgique		
AIP	Bruxelles	100%
RULO SA	Herinnes-lez-Pecq	100%
FLAUREA CHEMICALS	Ath	100%
IMMOBILIERE DE BLACHOU	Ath	100%
BAGNOUFFE	Ath	100%
Allemagne		
BHS KUNSTSTOFF AUFBEREITUNGS GMBH	Blieskastel Bockweiler	100%
Royaume-Uni (Pays de Galles)		
SWAN ALLOY UK	Swansea	100%

Comptes consolidés au 30/06/2026

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2026

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AUREA SA, relatifs à la période du 1er janvier 2026 au 30 juin 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris, le 23 septembre 2026
Les commissaires aux comptes

Cabinet CFG AUDIT
Sébastien INDUNI



Cabinet Gilles HUBERT
Amandine JUIGNET

